

## Arrêt

**n° 331 677 du 27 août 2025**  
**dans l'affaire X / I**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître G. VAN DE VELDE**  
**Wijngaardlaan 39**  
**2900 SCHOTEN**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la**  
**Ministre de l'Asile et de la Migration**

---

### **LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA 1<sup>ère</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 27 février 2025, par Mme X, qui déclare être de nationalité irakienne, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 8 janvier 2025.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 25 mars 2025 avec la référence X.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 18 juin 2025 convoquant les parties à l'audience du 25 juillet 2025.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KIWAKANA *loco* Me G. VAN DE VELDE, avocat, qui comparait pour la partie requérante, et Me Z. AKCA *loco* Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

Le 1<sup>er</sup> juillet 2024, la partie requérante a introduit, auprès de l'ambassade de Belgique à Amman (Jordanie), une demande de visa « long séjour » dans le cadre d'un regroupement familial avec son mari, Monsieur [A.], sur la base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Le 8 janvier 2025, la partie défenderesse a pris une décision refusant d'accorder le visa de regroupement familial. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« *Commentaire :*

*[La partie requérante] (date de naissance : xx.xx.1989) de nationalité Iraq ne peut se prévaloir des dispositions prévues à l'art. 10 §1er, alinéa 1,4° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée notamment par la loi du 08/07/2011 et du 10/03/2024;*

*Considérant que [la partie requérante] a introduit une demande de visa en vertu de l'article 10 de la loi du 15/12/1980 en vue de rejoindre en Belgique [A.] (date de naissance : xx.xx.1983) de nationalité Iraq ;*

*Considérant que pour bénéficier d'un regroupement familial, le demandeur doit notamment apporter la preuve que la personne à rejoindre dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et afin d'éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics (voir art. 10 §2 al. 3 de la loi du 15/12/1980), que cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1er, 3° de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et tel qu'indexé selon l'article 15 de ladite loi, que pour l'évaluation de ces moyens sont pris en considération la nature et la régularité des moyens de subsistance, mais qu'il n'est pas tenu compte des moyens provenant de régimes d'assistance complémentaires, à savoir le revenu d'intégration, le supplément d'allocations familiales, l'aide sociale financière et les allocations familiales, des allocations d'insertion professionnelle et de l'allocation de transition, et que l'allocation de chômage n'est prise en compte que si l'étranger à rejoindre prouve qu'il cherche activement du travail (voir article 10§5 de la loi du 15/12/1980);*

*Considérant qu'il appert des documents déposés lors de l'introduction de la demande de visa qu'[A.] est dirigeant d'entreprise ;*

*Considérant qu'un des documents intitulé " loonbrief " ne concerne pas [A.] impliquant qu'il n'est de facto pas pris en considération puisque ce document ne se rapporte pas aux revenus de la personne à rejoindre ;*

*Considérant qu'il ressort de nos contacts avec des secrétariats sociaux que les fiches de rémunération des dirigeants d'entreprise sont établies par les secrétariats sociaux sur base d'une simple déclaration de l'entreprise ou du comptable (voir courriels du 03.01.2023 et du 13.01.2023 joints au dossier). Ainsi, afin que l'Administration puisse établir que les montants qui sont repris sur lesdites fiches ont effectivement été perçus par le dirigeant pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille, il revient à ce dernier de produire les extraits de compte prouvant le versement effectif desdits salaires ou la preuve qu'il a perçu effectivement lesdits versements. En effet les articles 10 §2 al. 3 et 10§5 de la loi du 15/12/1980 établissent que la personne à rejoindre doit disposer de revenus stables, réguliers et suffisants . Dès lors, il lui incombe de prouver que les montants repris au sein des fiches de rémunération produites lui ont effectivement été versés. Aussi il revient à la personne à rejoindre de produire un document officiel émanant du SPF Finances afin que l'Administration puisse déterminer que les revenus qu'il a effectivement perçus ont été déclarés auprès des autorités fiscales belges. En effet l'Administration ne pourrait baser son analyse sur base de revenus non déclarés auprès des autorités fiscales belges attendu que cela reviendrait à ce que l'Administration cautionne une fraude fiscale. Aussi, l'existence du service de l'inspection des impôts au sein l'administration fiscale met en exergue que des erreurs peuvent être commises ou encore que la fiabilité des déclarations peut être remise en cause. Ainsi, en remettant la preuve des revenus déclarés auprès des autorités fiscales belges, la personne à rejoindre communique le montant des revenus sur base duquel l'Administration fiscale compétente pourrait diligenter un éventuel contrôle, ce qui n'est pas le cas des fiches de rémunération si le montant qu'elles reprennent n'est pas déclaré auprès du SPF Finances ;*

*Considérant que les fiches de rémunération produites ne sont accompagnées d'aucune preuve de versement effectif du salaire (par exemple extraits de compte...). Or, en ne remettant pas la preuve du versement effectif des revenus, [A.] n'a pas apporté la preuve qu'il a effectivement perçu les salaires en question et donc qu'il dispose effectivement de ces revenus pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille. Dès lors, au vu de ce qui précède, les fiches produites ne peuvent permettre d'établir le revenu effectivement perçu par [A.] dans le cadre de cette activité professionnelle indépendante et donc ses moyens d'existence ;*

*Considérant au vu des éléments évoqués supra qu'[A.] reste en défaut d'apporter la preuve qu'il dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tels que prévus par la loi pour subvenir à ses propres besoins et pour ne pas devenir une charge pour les pouvoirs publics;*

*Pour tous ces motifs la demande de visa regroupement familial est rejetée par les autorités belges.*

*L'office des étrangers attire votre attention sur le fait que les conditions à remplir dans le cadre d'un regroupement familial sont cumulatives. Étant donné qu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie, la demande de visa est rejetée.*

*L'Office des étrangers n'a pas entièrement vérifié si les autres conditions étaient remplies, notamment par exemple celles relatives au logement et au casier judiciaire. Toutefois il peut déjà être noté, quant au logement, qu'aucun contrat de bail enregistré ou titre de propriété concernant la nouvelle adresse d'[A.] n'a été remis et, en ce qui a trait au casier judiciaire, que celui-ci n'a pas été légalisé par les autorités belges. .*

*En cas de nouvelle demande de visa, cette décision n'empêchera donc pas l'Office des étrangers de vérifier si ces autres conditions sont remplies, ou de lancer toute enquête ou analyse jugée nécessaire.*

*L'Office des étrangers vous invite à vérifier votre dossier avant d'introduire une nouvelle demande. Les conditions à remplir et les documents justificatifs à présenter sont renseignés sur le site de l'Office des étrangers ([www.dofi.fgov.be](http://www.dofi.fgov.be)).*

*Consultation Vision  
Pas relevant*

*Motivation*

*Références légales: Art. 10, §1er, al.1, 4° de la loi du 15/12/1980 ».*

## **2. Mémoire de synthèse.**

Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil « statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens ».

## **3. Exposé du moyen d'annulation.**

3.1. La partie requérante prend un moyen unique articulé comme suit : « *Schending van de materiële motiveringsplicht - Art. 62 Vw. en art 3 wet 03/07/1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurlijke handelingen - beginsel van behoorlijk bestuur - onzorgvuldigheid bij het nemen van de beslissing - geen rekening gehouden met al de elementen van het dossier - redelijkheidsbeginsel - geen juiste toepassing van Art.10 Vw. ».*

3.2. En termes de développement, elle indique ce qui suit :

« De gemachtigde stelt ten onrechte dat hij niet kan beoordelen of de inkomsten van de referentiepersoon voldoen aan de wettelijke voorwaarden. De gemachtigde heeft zich in casu echter niet gesteund op een juiste feitenvinding. Hij ging onzorgvuldig te werk. Op basis van de meegedeelde stukken is het volstrekt mogelijk om een onderzoek naar de bestaansmiddelen te voeren.

Bij de aanvraag gezinshereniging werden de volgende stukken gevoegd door de referentiepersoon.

- bewijs huurovereenkomst met registratie
- bewijs geen bezit van onroerend eigendom in België
- Attest van de mutualiteit
- Fiches "vergoeding bestuurders" voor de periode vanaf januari 2024 tem september 2024
- betalingen BV Ilham sociale zekerheidsbijdragen aan Acerta: 890,51 euro/maand De maandelijkse vergoeding bedraagt 2.100 euro = Aanslagbiljet FOD Financiën dd. 14/08/2024
- inkomsten 2023
- AJ 2024.

Deze aanslag betreft uiteraard de inkomsten en is achterhaald op het moment van de onderhavige aanvraag.

Daar waar de gemachtigde aangeeft dat hij niet in staat gesteld werd wat de bestaansmiddelen van de referentiepersoon effectief inhouden en/of deze effectief aan hem werden uitbetaald, bij gebrek aan bijkomende bewijzen/documenten, stelt verzoekster dat door de gemachtigde nooit enige vraag werd gesteld om bijkomende stukken mee te delen.

De gemachtigde stelt dat voor de beoordeling bankrekening uittreksels van de effectieve betalingen en belastingaangiften nodig zijn om de werkelijke financiële toestand te beoordelen.

De loonfiches "bedrijfsleider" werden meegedeeld.

De laatst ontvangen belastingaanslag voor AJ 2024 werd meegedeeld door verzoekster. Een meer recentere aanslag was niet beschikbaar ten tijde van de aanvraag.

Indien de gemachtigde aan verzoekster zou gevraagd hebben om de bankafschriften van de effectieve betalingen mee te delen, had zij dit op eerste verzoek kunnen doen. Ter info deelt verzoeker de het bankafschrift voor de betaling van de maand september 2024 mee. Desnoods had de gemachtigde de

mededeling van de belastingaanslag inkomen 2024 — AJ 2025 kunnen opvragen aan verzoekster dan wel zich minstens kunnen informeren wanneer deze zou kunnen meegedeeld worden.

Verzoekster werd totaal in onwetendheid gelaten. Zij kon niet weten dat deze specifieke documenten zouden gevraagd worden, temeer daar de mededeling ervan uit geen enkele instructie blijkt.

De gemachtigde, lost deze lacune op door het dossier vlug en onvakkundig af te handelen door te stellen dat er mogelijk fiscale fraude gepleegd kan zijn; aldus dat de loonfiches "bedrijfsleider", zoals opgesteld door het sociaal secretariaat, mogelijk behept zijn met een valsheid in geschrifte.

Het gaat toch al te ver om rechtssubjecten te verdenken van fiscale fraude en valsheid in geschrifte, zonder dat daartoe enig begin van bewijs noch enig vermoeden voorligt.

In plaats van zich terdege te informeren naar de juiste parameters om de beoordeling van de inkomsten zo zorgvuldig mogelijk te kunnen uitvoeren, neemt de gemachtigde genoegen met een uitgangspunt dat alle verbeelding tart in een rechtsstaat; zonder dat hij hierbij aan verzoekster en de referentiepersoon de mogelijkheid geboden heeft om het tegendeel te bewijzen en daartoe alle elementen mee te delen.

Verzoeker en de referentiepersoon worden als het ware verplicht om een nieuwe aanvraag in te dienen en administratieve kost ervoor te betalen.

Deze beoordeling van de aanvraag van verzoekster is zeer onzorgvuldig en bovendien onredelijk. Het middel is gegrond ».

Elle ajoute que, en outre :

« Men kan in casu niet met zekerheid stellen, zelfs niet met een aan de zekerheid grenzende waarschijnlijkheid, dat het gezin ten laste zal komen van het sociaal zekerheidsstelsel — het OCMW. Feit is dat de referentiepersoon geen beroep doet op steun van het OCMW.

Volgens de Europese richtlijn 2003/86/EG mogen lidstaten het bewijs vragen van "stabiele en regelmatige inkomsten die volstaan om het gezin te onderhouden, zonder een beroep te doen op de sociale bijstand van de gastlidstaat".

Volgens het Hof van Justitie gaat dit niet om bijzondere, individueel bepaalde of occasionele sociale bijstand maar om algemene, structurele sociale bijstand. ( HvJ C-578/08 Chakroun).

In België kan een gezin met een inkomen van minstens 100% van het leefloon tarief' persoon met een gezin en laste' niet structureel ten laste vallen van de sociale bijstand in de zin van de Europese richtlijn, zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie.

Het gaat inderdaad om bijstand die in de plaats komt van inkomsten om te voorzien in de algemeen noodzakelijke kosten van bestaan en niet om bijstand ter dekking van bijzondere, individueel bepaalde noodzakelijke kosten van bestaan of op inkomsten ondersteunende maatregelen.

Uit de vaste rechtspraak volgt dat de inkomsteneis in casu richtlijnconform moet geïnterpreteerd worden.

DVZ heeft zich derhalve niet gesteund op een correcte feitenvinding en kwam op onzorgvuldige en speculatieve wijze en bovendien onredelijke wijze tot het besluit dat niet werd voldaan aan de inkomsten voorwaarde. Er zijn onvoldoende vaststaande elementen aanwezig om de machtiging tot verblijf te weigeren.

Dit middel is gegrond. De gemachtigde handelde onzorgvuldig en kwam tot een onredelijk besluit ».

3.3. En réponse à la note d'observations, la partie requérante indique ce qui suit :

« In antwoord op de memorie van de tegenpartij stelt verzoekster dat zij niet vraagt aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen om zich bij de beoordeling van de zaak in plaats te stellen van de Dienst Vreemdelingen zaken.

Zij stelt enkel dat de Dienst Vreemdelingenzaken over voldoende bewijskrachtige elementen en documenten beschikte om de zaak te beoordelen; mn. de fiches " vergoeding bestuurders" die waarheidsgetrouw werden opgesteld met tussenkomst van een sociaal secretariaat: " het centrum voor zelfstandigen Bvba " en Dat het in deze omstandigheden onredelijk is om te stellen dat bijkomende stukken/documenten zouden ontbreken die nodig zijn voor de evaluatie van de zaak; mn. de bewijzen van de effectieve betalingen van de vergoedingen.

Temeer daar deze bijkomende documenten nooit voorafgaand aan het nemen van de beslissing door de DVZ opgevraagd werden aan verzoeker, die dan ook volkomen verrast was omdat hem alle mogelijkheden ontnomen werden om deze bijkomende elementen aan te leveren.

Dat elke rechtsonderhorige op een redelijke en aanvaardbare wijze moet behandeld worden door de Overheid; dwz. dat de Overheid voldoende transparant moet zijn door duidelijk mee te delen wat verwacht wordt van de rechtsonderhorige; zodat deze niet voor voldongen zaken wordt gesteld en verplicht wordt om de procedure opnieuw in te dienen met alle meer-kosten daaraan verbonden.

Verzoekster woont in Irak. Naast de retributierechten heeft zij onkosten voor de verplaatsingen naar de bevoegde Belgische diplomatie post; mn de Belgische Ambassade in Amman. Verzoekster kan maar voldoen aan haar bewijslast als duidelijk meegedeeld wordt wat van haar verwacht wordt en welke bewijsstukken als voldoende worden geacht ».

#### **4. Discussion.**

4.1. Sur le moyen unique, le Conseil observe que la décision attaquée répond à une demande de visa de regroupement familial fondée sur l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

La partie défenderesse a fondé son refus sur l'article 10, §2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel « l'étranger visé au § 1er, alinéa 1er, 4° et 5°, doit en outre apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tels que prévus au § 5 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics. [...] ».

Plus précisément, la partie défenderesse ne tient pas compte des fiches de paie établies pour un tiers et reproche à la partie requérante, s'agissant des fiches de rémunération de dirigeant d'entreprise établies au nom du regroupant, ne pas avoir joint les extraits de compte permettant de s'assurer de leur perception effective car elles seraient basées sur de simples déclarations de l'intéressé. La partie défenderesse a ajouté que ces déclarations peuvent contenir des erreurs ou participer à une fraude fiscale car ces revenus pourraient ne pas être déclarés à l'administration fiscale.

4.2. La partie requérante ne conteste pas précisément le motif relatif aux fiches de paie établies au nom d'un tiers.

En revanche, s'agissant des fiches de rémunération de dirigeants d'entreprise produites, elle soutient notamment qu'il revenait à tout le moins à la partie défenderesse, si elle avait un doute quant à la perception effective de ladite rémunération, de lui demander de produire en temps utile les extraits de compte bancaires y afférents. Elle fait valoir par ailleurs, que la partie défenderesse ne pouvait raisonnablement suspecter d'office le regroupant de fraude, en l'absence du moindre indice en ce sens.

4.3. Le Conseil rappelle que le devoir de minutie impose à l'autorité administrative de prendre en considération tous les éléments pertinents pour statuer, mais également de procéder à une recherche minutieuse des faits, de récolter les renseignements nécessaires à la prise de décision et prendre en considération tous les éléments du dossier.

A la suite de la partie requérante, le Conseil estime que la partie défenderesse ne pouvait se contenter en l'espèce de reprocher à la partie requérante de ne pas avoir joint d'initiative des documents destinés à établir l'exactitude ou l'effectivité des fiches de rémunérations de dirigeant d'entreprise produites, fussent-elles fondées sur les déclarations de l'intéressé.

Il en va d'autant plus ainsi que la partie défenderesse fonde cette exigence sur la considération selon laquelle des erreurs ou des malhonnêtetés sont susceptibles de les affecter, sans cependant indiquer le moindre élément qui lui permettait de considérer que tel serait le cas en l'espèce.

Contrairement à ce que semble soutenir la partie défenderesse dans sa note, le seul fait de ne pas avoir produit d'extrait de compte en complément des fiches de rémunération ne lui permettait pas de soupçonner une fraude, la partie requérante pouvant légitimement ignorer les soupçons de la partie défenderesse à l'égard de ces documents.

La partie défenderesse soutient que « nul n'est censé ignorer la loi » au sujet de l'obligation de démontrer que le regroupant dispose de revenus stables, réguliers et suffisants, ou encore que suivre la position de la partie requérante reviendrait à opérer un renversement de la charge de la preuve.

Cependant, l'exigence particulière de la partie défenderesse concernant des documents complémentaires aux fiches de rémunération de dirigeant d'entreprise n'est pas prévue précisément par la loi.

Ensuite, ainsi que l'indique la partie requérante, en ne lui faisant pas part de ses doutes en temps utile et, en tout cas, de ses exigences en termes de preuve documentaire, la partie défenderesse ne l'a en réalité pas mise en mesure de produire les documents complémentaires exigés.

Contrairement à ce que semble soutenir la partie défenderesse, en lui reprochant de ne pas avoir effectué des démarches auprès d'elle afin de lui permettre de compléter son dossier, la partie requérante n'a pas pris le contrepied de l'acte attaqué mais a soulevé un moyen qui s'avère fondé.

Enfin, l'objection selon laquelle la partie requérante ne justifierait pas d'un intérêt à invoquer des documents produits pour la première fois avec la requête ne concerne pas les aspects du moyen examinés ci-dessus.

4.4. Le moyen est dès lors fondé, en ce qu'il est pris de la violation du devoir de minutie, et dans les limites indiquées ci-dessus, ce qui doit conduire à l'annulation de l'acte attaqué.

4.5. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

## **5. Dépens.**

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision de refus de visa de regroupement familial, prise le 8 janvier 2025, est annulée.

### **Article 2**

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept août deux mille vingt-cinq par :

Mme M. GERGEAY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY